

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

HONNEUR ET PAIX 1849

PRIX

DU JOURNAL,

DE L'ABONNEMENT

Rue Perez Castellanos 162.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE ou on adressera les lettres et avis à M. J. H. REYNAU propriétaire gérant

2 PATACONS par mois.

MONTEVIDEO.

21 AOUT 1849.

A moins d'être frappé d'une cécité complète, ou d'être entré sous la bannière dorée de la Presse, du Courrier du Havre et du Défenseur ; à moins d'être atteint de vertige, ou d'être sous le poids des hallucinations éivrantes des luxuriantes fêtes de Palermo ; il n'est pas permis de douter des bonnes intentions de la République Française à l'égard de la République Orientale ; comme il est également impossible de croire que le gouvernement issu du suffrage de la nation, suivra les errements de son prédécesseur, et se montrera aussi peu soigneux de son honneur et de sa dignité, que celui qui est tombé sous les coups de la révolution du mépris. Et pourtant, il est au milieu de nous des gens qui s'efforcent de douter de ces bonnes intentions, et qui voudraient faire croire que nous nous berçons d'espérances chimériques.

Aux déclamations furibondes, aux calomnies dégoûtantes des coryphées du système américain, a succédé une tactique non moins perfide, quoique plus modérée. Elle tend, en s'appuyant sur des probabilités alarmantes, faire croire que la France, le voult-elle, se trouvera dans l'impossibilité de nous secourir. On sème de la désespérance pour recueillir quelques désertions insignifiantes. Calcul machiavélique tendant à faire croire que les véritables intérêts français sont sur la rive droite de la Plata, et qu'il ne reste plus à Montevideo qu'une faible minorité de sujets français indignes de la sollicitude de la mère patrie. On compte ainsi éviter ou retarder l'adoption de toute mesure énergique, et l'on espère de notre lassitude ou de l'excès de nos misères, une solution aussi honteuse que préjudiciable à ces intérêts si longtemps et si noirement sacrifiés.

L'émigration vers Buenos Ayres a atteint son apogée, et les citoyens courageux qui ont préféré les anxiétés et les privations de la ville assiégée, aux douceurs et à la tranquillité de la capitale argentine, voient chaque jour revenir bon nombre de leurs compatriotes, qui savent à quoi s'en tenir sur le compte de la sécurité et du bien-être si pompeusement vantés, par les courtiers du Cerrito.

Nous n'avons donc pas à redouter désormais la continuation de cet abandon, qui s'est emparé de l'âme faible de quelques uns de nos compagnons d'armes ; mais nous ne devons pourtant pas non plus, laisser croire à nos adversaires, que leurs menées nous sont inconnues, et que nous les méprisons assez pour dédaigner de les combattre. Notre mission doit être, d'encourager les forts, soutenir les faibles et démasquer les traîtres.

Nous devons jusqu'au bout, lutter avec la conscience d'un grand devoir à remplir, avec notre constance de six années, avec cette persévérance que donnent le sentiment du bon droit et l'espoir d'un prochain succès. C'est parce que nous croyons à ce succès, de toutes les forces de nos convictions, que nous répéterons encore : Oui, nous touchons à une solution vivement réclamée, et obtenue aux prix des plus grands sacrifices de l'héroïque population de Montevideo, autant que par les admirables et généreux efforts de notre délégué M. J. Lelong. C'est à cet honorable compatriote, qui a bien mérité de notre reconnaissance et de celle du gouvernement oriental, que l'on doit la tardive, mais éclatante appréciation des faits proclamés à la tribune nationale ; c'est à son dévouement désintéressé que le pays doit enfin la vérité sur les dangers auxquels sont exposés 18 à 20,000 français, et ceux que courent, des intérêts commerciaux immenses ; intérêts trop longtemps méconnus, bien peu compris et bien plus négligés.

Nous devons donc à nous mêmes, et à notre zélé défenseur, de continuer à déjouer les intrigues décourageantes des agents du général Oribe ; car il faut que lors que les efforts de notre généreux ami seront couronnés du succès qu'il poursuit, il nous trouve encore debout sur la brèche.

Une des allégations les plus répandues par les alarmistes, pour faire croire à l'impossibilité dans laquelle se trouvera la France, d'intervenir par les armes dans la Plata ; c'est l'état belliqueux que présente l'Europe en ce

moment, où selon eux une guerre générale est imminente. Nous convenons que cet état est de nature à donner quelque inquiétude ; mais nous avons vu les mêmes symptômes se produire après 1830, et pourtant la France a poursuivi sa conquête de l'Algérie, tout en bombardant la citadelle d'Anvers et prenant possession d'Ancone. Pourquoi douter que la France républicaine sera moins sage, alors qu'elle est bien plus forte, que la France de Louis Philippe ? Comment, si l'on est français, croire que l'élé du peuple français, se montrera moins jaloux de son honneur et de sa gloire ? comment admettre, à moins d'y être intéressé, que le chef temporaire de l'Etat, laissera consumer la ruine du commerce et le massacre de plusieurs milliers d'enfants de la France, en laissant échapper une si belle occasion d'illustrer et de faire baigner son passage au gouvernement de son pays ? Non, c'est impossible ! Tout ce qui porte un cœur véritablement français ne saurait le croire et doit partager notre espérance. Nous touchons au moment de recueillir le fruit de notre constance, et nous croyons que le pavillon de la France qui flotte dans l'inaction depuis Obligado de glorieuse mémoire, en présence des hordes du général Rosas, va bientôt prendre son essor, et loin de couvrir de ses glorieux plis les invahisseurs de la république, il deviendra contre eux le plus fort boulevard, uni à son fidèle allié le drapeau oriental.

La France Républicaine est assez riche, assez forte, assez puissante, pour faire face, le cas échéant, aux exigences d'une guerre en Europe, où elle aurait pour allié presque tous les peuples, sans refuser pour cela son protectorat imposant, à une nation généreuse, si elle le réclame pour sortir du chaos où l'a plongée le machiavélisme de la diplomatie anglaise venue en aide à l'ambition démesurée d'un tyran.

L. F....

REVUE MONTEVIDEENNE.

Montevideo, 15 août 1740.

(Suite et fin.)

A Buenos Ayres au contraire, où l'on a toujours joui d'une tranquillité apparente à l'intérieur, où l'on n'a eu à souffrir que 27 mois d'un blocus maritime, il ne s'est produit aucun caractère, aucun talent, aucune intelligence nouvelle, — si ce n'est dans le parti éclairé et humanitaire qui fait de l'opposition au dictateur Rosas et qui cherche, par tous les moyens dignes et honorables, l'appui et l'alliance de l'Europe civilisée. Buenos Ayres, dans ses jours de prospérité et de liberté, a cependant vu naître grand nombre de poètes et d'écrivains distingués ; mais depuis l'arrivée de Rosas au pouvoir, le savant s'est tu, l'écrivain s'est imposé silence, le poète s'est caché — comme une plante exotique, élevée dans des serres chaudes, la nation argentine, sous le main du dictateur qui la régit, semble souffrir et pâlir ; elle ne donne plus aucun fruit, comme si elle manquait d'air et de soleil : en effet, elle manque de l'air de la liberté et du soleil de la fraternité, pour croître au-delà des bornes que lui impose son édifice gouvernemental, et entrer des racines profondes dans le sol fécond qui doit la vivifier.

Ce fait mérite d'être observé, car il suffit à lui seul pour faire juger la question de la Plata par tous les esprits sains et droits.

A part les ouvrages recommandables publiés à Montevideo depuis l'invasion, tant en poésie, qu'en littérature, en politique et en législation, il suffit pour juger l'esprit des deux partis antagonistes, de parcourir au hasard quelques journaux de Montevideo et de Buenos Ayres, et de les comparer.

A Montevideo, la presse est essentiellement libérale et progressiste — elle a été révolutionnaire sous la plume passionnée de Rivera Indarte, philosophique sous l'élégante et savante direction du docteur Florencio Varela ; elle a été éminemment propagandiste avec José Marmol, (dont le trop long silence est sincèrement regretté par tous les amis de la lettre), elle est consciencieusement critique avec le docteur Alsina, qui marche avec persévérance dans la voie de son illustre devancier. La presse de Montevideo a surtout pris à tâche de faire connaître l'Europe et ses progrès

à l'Amérique, de proclamer la liberté et la fraternité, de dissiper les ténèbres et d'achever l'œuvre de civilisation commencée par l'affranchissement.

A Buenos Ayres, la presse essentiellement locale et exclusive. Elle n'a rien créé, rien produit. Elle s'est toujours peu occupée de l'Europe, si ce n'est pour la faire détester ou craindre ; tous les grands mouvements des nations, tous les progrès des sciences, des arts et même de l'industrie, ont passé pour elle inaperçus ; les grandes questions qui se sont débattues, entre ce pays même et l'Europe, n'ont soulevé dans ses journaux aucune discussion, donné naissance à aucune polémique sérieuse ; en littérature, en poésie, en science — comme en politique — tout a été soumis, depuis 1828, au contrôle et à la censure implacable d'un seul homme — d'un Gaucho, parvenu par l'intrigue et le crime à la plus effroyable dictature qu'aucun tyran ait jamais imaginée. Nous savons qu'on peut dire de lui : — *eloquentiam sicut omnia pacavit* (Il a pacifié l'éloquence comme tout le reste), mais en outre que le clément Auguste a pu faire oublier le cruel Octave, ce qui n'est pas encore survenu dans la Plata, il n'en est pas moins vrai que le pays, auquel peut s'appliquer un semblable argument, ne peut qu'être tombé dans l'esclavage, le plus absolu, ou bien en complète décadence ; cela est incontestable. La décadence ne peut avoir lieu cependant chez un jeune et vigoureux peuple, qui se sent à peine vivre depuis 30 ans, tandis que l'esclavage, ou la soumission absolue sont des caractères propres au jeune civilisation. Rosas voudrait faire de la République Argentine une nouvelle Chine — moins les mandarins lettrés.

L'un des journaux de Buenos Ayres, le *Diario de la Tarde* (Journal du soir) qui s'intitule hardiment : journal commercial, politique et littéraire — ne contenait pas autre chose, il y a encore quelques mois, que des annonces et les entrées et sorties de docteur. Cette feuille n'avait pas une seule ligne de rédaction, ni même de nouvelles étrangères, et rien n'indiquait sa mission politique ; que son titre et la fameuse devise :

Vive la Confédération Argentine !

Mort aux Sauvages Unitaires !

devise qui se trouve incessamment répétée à chaque avis différent. Partout ailleurs, ce journal peu commercial, point politique et rien moins que littéraire, s'intitulait tout simplement : — Les petites affiches, ou journal d'annonces. Il faut dire, que les éditeurs ont fini par obtenir de Rosas l'autorisation d'enrichir leur publication d'un feuilleton, traduit du français, tel que *Les Mystères de Paris* ou *Le Juif Errant*. Ainsi, c'est à la puissance seule du roman feuilleton, qui partout était devenu (avant la révolution de février) un besoin des populations, que les abonnés du *Diario de la Tarde* ont dû ce progrès inespéré.

Le *Gaceta Mercantil* est le journal officiel du lieu, et, avec l'*Archivo Americano*, revue qui se publie deux fois par mois, et qui s'intitule modestement : *Esprit de la presse du monde*, c'est tout ce que produisent les publicistes et la presse de Buenos Ayres. Ces deux publications, qui se répètent d'abord complaisamment l'une et l'autre, sont aux trois quarts remplies des états de situation de quelques administrations secondaires, ainsi que des rapports circonstanciés des divers employés et officiers subalternes de l'état ; quelques articles d'un journal de Rio de Janeiro, qui est à la solde de Rosas, des traductions du *Courrier du Havre* et de la *Presse* de Paris, sur la question de la Plata, telle est la pâture étrangère dont se repaissent volontiers ces deux feuilles, et de loin en loin, pour leur donner une teinte politique, il apparaît dans leurs colonnes des articles éditoriaux faibles, conçus et exécutés d'après les ordres et sous les yeux de S. E. le gouverneur, qui a soin de revoir lui-même ces écrits avant qu'ils soient livrés à l'impression. Pour achever de donner une idée exacte de ses publications, nous devons dire que l'*Archivo Americano*, imprimé à grands frais, a peu ou point d'abonnés ; et qu'il est surtout destiné aux agents diplomatiques, et à tous les pouvoirs de l'Europe et de l'Amérique, à qui il est envoyé gratuitement. Les despotes, on le voit, s'entendent aussi bien que les révolutionnaires à faire de la propagande.

Il suffit de lire quelques uns de ces journaux pour connaître de suite ce qu'il y a d'étudié, de vide, de déclamatoire et de passionné dans les productions indignes

es écrivains salariés de Rosas; il ne faut chercher, ni style, ni pensée, ni couleur, ni forme dans ces écrits; il faut même renoncer à les critiquer, à cause de leur peu de valeur et de signification. — Voltaire souhaitait aux écrivains de l'Allemagne, plus d'esprit et moins de consonnes; nous sommes persuadés que, s'il eut vécu, il aurait désiré aux écrivains de Buenos Ayres et du Cerrito, beaucoup moins d'adjectifs et un peu plus d'esprit, car leur ferait pas de tort. — Ces rudes et fastidieuses élucubrations des publicistes Rosasistes se ressentent toutes de la souffrance morale qui affecte le peuple Argentin; en y voit les traits de la plume esclavée, on y sent la gêne de l'esprit asservi. C'est de Buenos Ayres, qu'on peut à juste titre dire, avec le Thane de Ross, de Macbeth : — « Malheureuse Patrie !..... on ne peut l'appeler notre mère, mais notre tombeau, cette terre où, hormis ceux qui n'ont pas la conscience d'eux-mêmes, pas un être en sourit.... où le glas d'une mort sonne sans qu'on demande pour qui..... où l'on meurt avant d'avoir été malade..... »

Nous bornons là, pour cette fois, nos considérations sur l'état de la presse et de la littérature dans la Plata, laissant le soin de décider de quel côté se trouvent la liberté, la justice et l'avenir, et aussi de quel côté doivent se trouver, avec ses intérêts, les sympathies de la France. Nous ajouterons que la plupart des publicistes et des écrivains de Buenos Ayres, poursuivis par Rosas, ont été forcés de chercher un asile à l'étranger — à Montevideo, comme l'infortuné Varela, José Marmol, Valentin Alsina, et tant d'autres; au Chili comme l'éloquent et enthousiaste Sarmiento; en Europe même, comme les plus timides. Ce seul fait fera juger la dictature de Rosas, suivant ce piquant axiome du spirituel auteur des *Hermès en prison* : — Dis-moi qui tu châties et je te dirai qui tu es.

A ceux qui révoqueraient en doute le jugement que nous avons porté sur la presse dictatorial de Buenos Ayres, nous les inviterons à lire un ou deux numéros de la *Gaceta Mercantil* ou de l'*Archivo Americano*, et s'il ne sont pas bientôt de notre avis, nous consentons — non pas à les relire, nous aimerions mieux, comme Philoxène, retourner en prison — mais nous consentons à reconnaître que M. Emile de Girardin est un honnête homme, qui fait du journalisme avec le plus grand désintéressement, et à le publier partout !

JEAN LOUIS.

Des lettres de Bahia annoncent que le vapeur français la *Chimère* était parti de ce port pour l'Europe, le 17 juin, et le brick la *Tactique* pour Brest, le 20 juin. On peut donc espérer que le vapeur au moins aura pu arriver en France au plus tard, vers le 20 juillet.

Il se trouvait à cette époque à Bahia, un trois mats russe, venu pour faire des vivres; il portait 200 passagers qu'on disait être des exilés destinés au port Adelaïde.

Monsieur l'Editeur du *Patriote Français*,

C'est avec une satisfaction bien marquée que les lecteurs de votre journal lui ont vu adopter une mesure réclamée depuis longtemps. Permettez moi, puisque vous daignez parfois ouvrir à ma pauvre prose, les colonnes du *Patriote*, permettez moi de constater ce pas fait dans la voie du progrès dont votre journal s'est constamment montré le champion.

Lorsque plusieurs de nos compatriotes, sentant le vide que laissait l'absence d'un journal français, et croyant le moment opportun pour la réapparition du *Patriote Français*, vous avez fait appel à tous les hommes de conviction qui voudraient user de sa publicité pour défendre la juste cause que nous servons; vous avez vu venir à vous, à peu près tout ce qu'il y a, à Montevideo, de nos compatriotes disposés à mettre leur plume, plus ou moins savante, au service de cette cause. Mais plusieurs ont hésité et par suite ont préféré s'abstenir, que d'accepter la responsabilité de pensées dont au reste ils partageaient le fond tout en déclinant la forme.

Le dernier numéro du *Patriote*, qui n'en est pas le moins intéressant, est venu nous prouver, que ceux qui ont pris part à la rédaction de ce numéro, partagent notre manière de voir en fait de responsabilité personnelle; puisqu'ils ont signé leurs articles. Nous ne pouvons comprendre certaines réticences. — Ou il est honorable de défendre dans le *Patriote* les intérêts de Montevideo, ou il ne l'est pas. Dans le premier cas pourquoi se cacher — au moins à ses collaborateurs ? Dans la seconde hypothèse, pourquoi écrire ?

Lorsque l'on tend vers un but et que l'on veut une solution, on doit adopter la discussion, car si discuter n'est

pas résoudre la discussion est du moins le chemin qui y mène. C'est une vérité bien reconnue par l'auteur de l'article intitulé QUESTION COMMERCIALE, puis qu'il n'a pas hésité à sumer la responsabilité de ses savantes assertions. Non ! en félicitons franchement, — quoique n'eût il pas pris cette initiative, les lecteurs habituels du *Patriote*, eussent bien vite reconnu l'habile auteur de : *L'importance de l'armement des Français de Montevideo*.

Quant à notre ami Jean Louis, chez lequel nous avons tous reconnu *Bonhomme Dimanche*, nous le féliciterons de pouvoir fumer deux cigares, (de la Havane peut être) parcourir plusieurs journaux à la salle des résidents étrangers et faire à promenade habituelle dans la grande rue du Cordon jusqu'à la ligne..... (il est bien heureux).....

Et nous l'engagerons à continuer à nous parler de politique beaucoup de tout le reste beaucoup encore. — Nous y gagnerons tous, et le *Patriote*, surtout, dont la rédaction offrira ainsi des son style, une variété dont les lecteurs français sont au moins aussi avides, que Buenos Ayres l'est des commédies anglaises.

Cette adoption d'un signe de convention, pour chacun des collaborateurs désintéressés du *Patriote Français*, aura plus d'un avantage, croyez-le, elle prouvera que tous les écrivains qui prennent part à sa rédaction ont une foi entière dans la vertu de son programme. Le *Courrier Français* qui a si franchement adopté la discussion sur les affaires de la Plata, a appelé sur un terrain égal et à visage découvert la *Presse*, qui s'est bien gardé d'accepter le défi que vous trouverez dans l'article que vous publiez aujourd'hui, bien à propos.

Du reste, le *Courrier Français* avoue que ce procédé l'a médiocrement étonné de la part de M. de Girardin, qui a une prédiction très marquée pour l'anonyme; — surtout quand il s'agit de faire connaître le nom de l'écrivain qui a pris en main dans la *Presse*, la défense de Rosas contre les français de Montevideo.

La *Presse*, donc, malgré ses grands airs d'impartialité, ses déclarations constantes d'amour pour la vérité, a refusé le débat franc et loyal. Le journal de Rosas, selon sa louable coutume, n'a accepté dans la pratique ainsi que le constate fort bien le *Courrier*, que les discussions qui lui convenaient et sur un terrain choisi et préparé par M. Sarratea.

Pour mieux démontrer l'inutilité de cacher son nom quand on défend une cause que l'on croit bonne, le *Courrier Français*, termine ainsi un second défi qu'il porte à la *Presse*

«.....Quant à nous, nous sommes tout prêt, nous le répétons, à entrer en lice avec ce collaborateur mystérieux que nous aurions deviné, si déjà nous n'avions été renseigné à son égard, par l'obscurité même avec laquelle on cherche à tenir son non secret.

« Ce nouvel appel à la discussion à visage découvert, sera-t-il plus heureux que le premier ? franchement nous n'en croyons rien. Notre adversaire ne sent il pas qu'il serait vaincu d'avance, par cela seulement qu'il aurait levé sa visière et qu'il aurait laissé reconnaître ses traits ?..... »

Nous qui n'avons pas à redouter, l'investigation la plus sévère de nos adversaires, réjouissons nous donc de la mesure adoptée par les rédacteurs du dernier numéro du *Patriote*, et nous verrons, j'en suis sûr, grossir nos rangs.

Agréer etc.

L. F....

Le journal la *Presse* parle sans cesse de son impartialité absolue, de son empressement à accepter tout débat, toute contradiction même, etc. Dans son numéro de ce matin, ce journal va jusqu'à proclamer la nécessité de la formation d'un nouveau parti qui s'appellerait « le parti de la discussion. » Eh bien ! nous venons offrir à la *Presse* une excellente et brillante occasion de mettre en pratique les doctrines dont elle ne cesse de faire tant de bruit, et, si elle s'y refuse, elle vaudra bien nous permettre de rire à l'avenir, de ses grands airs de libéralisme ultrapuritain. La *Presse* est, on le sait, le seul journal de Paris qui ait pris en main la cause du dictateur Rosas contre la république de Montevideo. Aujourd'hui encore, ce journal si franc défend la cause de son farouche favori, en répondant indirectement à quelques articles que nous avons récemment publiés pour rappeler au souvenir de M. le ministre des affaires étrangères et à celui du public les antécédents de cette question, dans laquelle se trouvent engagés et l'honneur et les intérêts de la France.

Or, nous venons de recevoir, à l'occasion de cet article de la *Presse*, la lettre et l'article qui suivent. Nous les publions sans nouveaux commentaires, et nous attendons,

« Monsieur le Rédacteur.

« Il faut qu'enfin la lumière se fasse sur cette question si ténébreuse du Rio de la Plata; il faut qu'on cesse de se servir de l'arme déloyale de l'anonyme si commode pour jeter des accusations injustifiables ou semer des erreurs que la vérité ne peut combattre, ne sachant à qui s'adresser. Dans ce but, j'ose compter sur votre bienveillance pour ouvrir vos colonnes à l'appel que je fais sérieusement au journal la *Presse*, qui semble s'être arrogé le monopole exclusif de la raison, contre tous ceux qui souffrent en silence des malheureux événements du Rio de la Plata.

« Si la *Presse* accepte les conditions loyales que je propose pour entrer en lice, la vérité se fera jour, n'en doutez pas. Monsieur le Rédacteur, et le public saura enfin si la *Presse*, trompée sans doute, n'a pas desservi tous les intérêts de la France dans cette malheureuse question. Mais si ce journal recule devant la lumière qui approche, vous saurez dire au public français dans quel camp se trouve la raison, la justice, la vérité.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« Un homme compétent, qui déclinera son nom, prénom et qualité dès que la *Presse* aura revêtu, elle aussi, un article sur la Plata d'une signature compétente. »

Voici maintenant l'article qui accompagnait cette lettre :

« La *Presse* a le malheur, ou le mérite, d'être en France le seul journal qui protège le dictateur de Buenos Ayres, car nous ne voulons pas mentionner une petite feuille du Havre, faible et pâle écho des inspirations qu'elle reçoit d'abord la *Presse*.

« Nous serions heureux, en vue des grands intérêts que renferme, sans qu'on s'en doute, cette question du Rio de la Plata, que la *Presse*, si féconde en idées larges, acceptât une polémique franche, loyale, et à visage découvert, sur ces affaires, afin que la lumière vint enfin éclairer cet éternel sujet d'erreurs et de mécomptes pour notre politique. La déclaration que nous faisons ici répond au dernier paragraphe de l'article de la *Presse* de ce jour, dans lequel l'auteur anonyme, mais bien connu, cherche à recourir à l'intimidation pour étouffer la vérité. Nous savons aussi bien que lui que la terreur est une arme terrible contre la raison, mais nous lui apprendrons, s'il l'ignore, que le général Rosas méprise ceux qui ont peur de son nom, et que, mieux que personne, il sait apprécier un antagoniste loyal. Son mot sur M. le baron Deffaudis en dit plus, à ce sujet, que de longs commentaires. « C'est le premier homme que l'Europe m'ait encore envoyé, a dit le général Rosas, et le général Oribe s'est, de son côté, exprimé en ces termes, lors du départ de M. le baron Deffaudis, et de M. l'amiral Laine : « Ces messieurs ont pu se tromper, mais il faut reconnaître que, dans leur intention, ils travaillaient en faveur de l'Etat Oriental. »

« Le journal la *Presse* comprendra, en approfondissant le sens de ces deux mots, que nous savons, peut-être mieux que son collaborateur, ce que nous faisons quand nous lui offrons une polémique *ab ovo* sur ces affaires de la Plata, qui ont été si souvent dénaturées dans ses colonnes. Cette offre n'est pas, toutefois, sans conditions, car pour dissiper les ténèbres qui enveloppent le champ clos du Rio de la Plata, il faut nécessairement y porter des armes égales.

« Dans ce but, nous attendons que la *Presse* déclare solennellement si, comme pour nous, la question de la Plata peut être discutée, dans son journal, avec toute liberté et sans engagement autre que celui qui naît d'une indépendance parfaite. On comprend que s'il n'en était pas ainsi, il ne saurait y avoir, entre elle et nous, de discussion possible.

« En outre, notre polémique devra être calme, froide, sincère et, par conséquent, exempte des insinuations ou des expressions injurieuses qui ont terni, jusqu'ici, chacun des articles de la *Presse*, sans doute à son insu, car ce journal qui a tant de prétentions à la logique, n'ignore pas que les injures ne sont point des raisons.

« Ces conditions acceptées par la *Presse*, il deviendra indispensable pour elle de jeter aux orties le manteau d'une rédaction anonyme, pour montrer au grand jour les noms, prénoms et qualité de son athlète qui alors entrera en lice vis-à-vis de nous, et tous deux en présence du public dont, à l'avance, nous devons réciproquement nous engager à accepter le jugement. »

(*Courrier Français*.)

AFFAIRE DE M. DAVID, CONSUL GENERAL DE FRANCE A LA HAVANE.

L'affaire de M. David, consul général de France à la Havane, qui s'est trouvée dans la nécessité, comme nous

l'annonçons hier, de demander ses passeports et de rompre ses relations officielles avec le Gouvernement de Cuba, présente une telle importance pour les intérêts français à la Havane, que nous croyons devoir revenir sur ce sujet, en ajoutant quelques renseignements circonstanciés et quelques documents qui s'y rattachent, à l'exposé succinct que nous avons mis sous les yeux de nos lecteurs.

Une irrégularité, nous l'avons dit, avait été commise dans l'expédition de l'exequatur de M. David; il y était désigné non comme *consul général*, mais comme *consul*, sans autre qualification. Le capitaine général, prenant à la lettre la pièce officielle, et sans tenir compte de la notoriété publique, refusa de reconnaître M. David en la qualité sous laquelle il avait été réellement accrédité auprès du Gouvernement espagnol, et ne voulut pas lui accorder les prérogatives de *consul général*. Néanmoins, il fut convenu que l'on s'adresserait au Gouvernement de Madrid pour faire rectifier l'erreur commise dans les bureaux du ministère des affaires étrangères, et que l'on attendrait sa réponse.

Les choses en étaient là, lorsque furent agitées les questions relatives à la naturalisation et aux successions. M. David intervint dans les réclamations soulevées par ces questions, avec le zèle qu'il a toujours montré dans les affaires où les intérêts de ses nationaux se trouvaient engagés. Ce zèle était d'autant mieux justifié, dans cette circonstance, qu'il s'agissait d'intérêts plus considérables et plus sérieux. En effet, en ce qui concerne la naturalisation, les autorités havanaises prétendaient imposer comme une obligation, aux résidents français à Cuba, ce qui, dans l'esprit et les termes de l'article 24 de l'ordonnance royale de 1817, n'est qu'une faculté laissée, une faveur accordée, sous de certaines conditions et après l'administration de certaines preuves. Cette loi ne dit pas que l'étranger doit demander sa naturalisation au bout de cinq années de résidence; elle se borne seulement à exprimer fort nettement qu'il le peut. Dans le cas où il ne croirait pas devoir profiter de ce privilège, il n'y a dans la loi aucune sanction pénale. Néanmoins, le Gouvernement de Cuba élevait la prétention de soumettre les étrangers au régime de la naturalisation forcée!

La sollicitude du représentant de la France se porta, aussi, sur un autre point qui intéresse vivement nos compatriotes établis à la Havane. Il revendiqua le droit de surveiller la liquidation des successions françaises, car il avait pu se convaincre que l'absence de contrôle nuisait souvent aux intérêts des héritiers français.

Ses réclamations sur ces deux objets furent vives et persévérantes; le capitaine général en prit ombrage; elles lui parurent, sans doute, un empiétement qui dépassait les limites des attributions d'un simple consul; aussi, à partir de ce moment, ses procédés envers M. David perdirent-ils de leur courtoisie et de leur bienveillance.

Dans ses communications, le représentant de la France avait gardé jusqu'alors le titre de *consul général*; et le comte d'Alcoy, tout en ne le lui accordant pas dans ses réponses, n'avait vu aucun inconvénient à le lui laisser prendre. Renonçant alors brusquement à sa tolérance passée, il déclara qu'il ne recevrait plus les notes de M. David, si elles continuaient à porter en tête ces mots: *consul général*. N'y avait-il pas au moins mauvaise grâce à en demander la suppression, après les avoir tolérées jusqu'alors?

M. David ne crut pas devoir se soumettre à l'exigence du capitaine général: « J'étais loin de supposer, s'empressa-t-il d'écrire, que V. E. irait jusqu'à exiger que je renonçasse moi-même au titre que m'a conféré mon Gouvernement. . . . Il y a de ces choses qu'on ne doit jamais demander à un homme qui se respecte et surtout à l'agent d'une grande nation. » Cette note rappelait en même temps combien le consul de la République française avait toujours mis d'empressement à témoigner de sa sympathie pour l'Espagne et les Espagnols. Elle fut adressée, en même temps que deux autres qui traitaient d'affaires, au capitaine général; celui-ci les renvoya sur le champ, en déclarant qu'il ne pouvait pas les recevoir, attendu, sans doute, qu'elles portaient encore en tête: *Consulat Général*. M. David écrivit aussitôt la note suivante:

Havane, le 30 avril 1849.

Monsieur le capitaine général,

Après le brusque renvoi de mes trois dernières communications, par la seule raison qu'elles portaient l'entête de *Consulat Général*, j'ai cru de mon devoir de suspendre mes fonctions, et je prie V. E., si elle persiste dans ses exigences, de m'envoyer mes passeports.

Veuillez agréer, Monsieur le capitaine général l'assurance de ma haute considération.

Signé: C. E. DAVID.

Quelques heures plus tard, M. David avait ses passeports, et il en accusait réception dans les termes suivants:

Havane, le 30 avril 1849.

Monsieur le capitaine général,

Je m'empresse d'accuser réception à V. E. du passeport qu'elle m'a envoyé aujourd'hui même. Il était d'ailleurs parfaitement inutile et peu convenable, il me semble, d'entrer, sur un simple passeport, dans des explications qui ne regardent que nos deux Gouvernements. Je vais rendre compte au mien de ce qui s'est passé; V. E. en fera autant auprès du sien, et ils jugeront dans leur sagesse, de quel côté est le bon droit.

J'ajouterai que je n'ai pas suspendu mes fonctions volontairement, comme le dit mon passeport, mais forcé par des procédés auxquels je n'étais nullement habitué.

Enfin, je pars seul, sans famille, afin qu'on ne puisse, dans aucun cas, supposer qu'un autre intérêt que celui du service a pu me faire prendre une pareille détermination.

Veuillez agréer, etc. Signé: C. E. DAVID.

Tels sont, dans toute leur simplicité, les faits comme nous les avons compris. Une simple formalité, dont le capitaine général a profité avec un empressement au moins fort étrange, est venue se jeter à la traverse des généreux efforts que tentait M. David dans l'intérêt des Français établis à la Havane; mais derrière cette affaire d'étiquette, il y a, nous le répétons, les grandes questions dont se préoccupait le consul général et qu'il va lui-même remettre entre les mains de son Gouvernement. Il faut espérer qu'elles seront résolues d'une façon satisfaisante, et pour nos compatriotes, et pour l'homme qui se dévouait tout entier à leur cause. Dans tous ces rapports avec les autorités espagnoles, M. David a su rester ferme et digne, et l'on ne peut qu'approuver la délicate susceptibilité qui a décidé sa dernière démarche. C'est ainsi que l'ont compris les Français de la Havane; ils ont voulu, au moment de son départ, lui donner une preuve non équivoque de leur sympathie, et ils lui ont adressé la lettre suivante, qui porte plus de cent cinquante signatures:

A M. David, Consul Général de la République Française.

Havane, 4 mai 1849.

Monsieur le consul général,

« Les soussignés, citoyens français, résidant à la Havane, ont vu avec la plus grande satisfaction l'énergie et la dignité avec lesquelles vous avez pris la défense de leur nationalité et les intérêts des familles de ceux de leurs compatriotes qui meurent dans ce pays. Tout en regrettant profondément votre départ, qui les prive du seul appui qu'ils puissent invoquer sur cette terre étrangère, ils ne peuvent qu'applaudir à la généreuse résolution qui vous fait abandonner votre famille, au moment où la santé de votre fille unique inspire de sérieuses inquiétudes, pour aller défendre, auprès de notre Gouvernement, ce que nous regardons tous comme la chose la plus sacrée, notre nationalité, et le fruit de nos sueurs, qui, pour beaucoup de nous, est destiné à soulager nos familles en France, et dont une mort imprévue peut les dépouiller. Nous ne doutons pas de l'intérêt que le Gouvernement de la République apportera à défendre des droits aussi sacrés, et comptant sur la protection et sur les bons effets de votre intervention, nous vous désirons le plus heureux voyage, vous priant en outre, Monsieur le consul général, d'accepter l'assurance de notre affectueuse considération. »

(Suivent plus de cent cinquante signatures de Français établis à la Havane.)

Pour terminer, nous ajouterons que M. David, arrivé lundi à Liverpool, à bord de l'*America*, est en ce moment en France, et a rendu compte au Gouvernement de sa conduite et des motifs qui la lui avaient dictée. A la suite, M. Drouyn de Lhays a remis au chargé d'affaires d'Espagne à Paris, une note relative à ce différend. Cette note, si nous sommes bien informés, demande énergiquement qu'une satisfaction prompte et complète soit accordée par le cabinet de Madrid, aux justes réclamations du représentant de la France.

(Journal du Havre.)

MEMOIRE

Adressé à S. E. M. Juan-Benito Blanco, ministre de l'Intérieur de la République Orientale de l'Uruguay, sur l'utilité d'un MUSEE NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE à Montevideo.

PAR M. ARSENE ISABELLE.

(Suite)

Je me limiterai donc à des considérations d'un ordre différent; mais qui, toutefois, pour occuper une place moins élevée dans la série des conséquences morales, n'en seront pas moins dignes, j'ose l'espérer, d'être pesées scrupuleusement dans la haute sagesse de V. E.; car je crois qu'elles touchent de bien près aux intérêts matériels de ce nouvel Etat, déjà si digne d'occuper un rang distingué parmi les nations civilisées.

Si, dans l'enchaînement des études historiques que l'on fait suivre aux jeunes gens appelés à exercer quelque influence sur les destinées de la république, on donne d'a-

bord la préférence à l'histoire de leur nation, c'est que, indépendamment des puissants enseignements de politique et de morale qu'ils en retirent, en leur proposant des exemples de vertu et de vice, pour suivre les uns et s'éloigner des autres, en leur donnant les moyens de profiter de ce que les gouvernants ont bien ou mal fait, cette histoire leur apprend, en outre, des choses qui se sont passées dans leur pays. Par cela même elle les touche de bien plus près que celle des autres nations, et, par conséquent, il serait plus honteux pour eux de l'ignorer.

Eh! bien, il en est, à mon avis, de l'histoire naturelle comme de l'histoire civile et politique des nations; elle doit être le point de départ de l'éducation de la jeunesse; tout en devenant encore, plus tard, le complément nécessaire de cette éducation; car, le jeune homme que l'on aura habitué de bonne heure à penser, en exposant journellement à ses yeux de riches collections, ne fera point un seul pas sur le sol natal sans rencontrer partout des sujets d'observation susceptibles d'abord, d'éveiller sa curiosité, puis ensuite de faire naître des réflexions et bientôt de profondes méditations, qui amèneront, insensiblement, un ardent désir de connaître les singularités de mœurs et d'économie des animaux qui l'entourent. Leurs formes extraordinaires, leur beauté ou leur grandeur, les services qu'on peut en tirer, les dommages qu'ils peuvent causer, feront tour à tour l'objet de ses méditations. Enfin, il voudra aussi savoir à quoi s'en tenir sur les phénomènes qu'il voit journellement ou accidentellement s'accomplir et qui peuvent être l'effet d'une cause purement locale.

V. E. sait déjà, à n'en point douter, que la nature du sol et de la végétation d'une contrée, joue un très-grand rôle dans les phénomènes, météorologiques et hygiéniques; cependant, je pense qu'il ne sera pas hors de propos de rapporter, à cette occasion, un fait bien constaté, mais encore peu connu, et qui prouve clairement cette influence du sol dans certains cas.

L'apparition du Cholera dans un grand nombre de régions de la terre, sous toutes les latitudes, depuis les plus chaudes jusqu'au plus froides, a été pour les médecins un problème insoluble, et ils n'ont même pas pu préserver les hommes de ses effreux ravages. Des géologues habiles ont été plus heureux dans leurs investigations. résulte d'un mémoire adressé, en 1832, à l'Académie des sciences de Paris, que cette cruelle épidémie étend ses ravages avec plus de fureur sur certains terrains que sur d'autres, suivant que les roches (*) dont sont formés ces terrains possèdent, ou non, une propriété absorbante des gaz et de l'humidité de l'atmosphère. — Ainsi, la médecine n'ayant pu découvrir encore aucun moyen assuré d'éloigner le fléau d'un pays menacé, de l'arrêter dans un lieu envahi, d'en préserver les individus, d'en délivrer les personnes atteintes, la Géologie (l'une des divisions importantes de l'histoire naturelle) a remporté sur elle un avantage marqué; car, non seulement, en désignant d'avance les lieux qui seraient infectés et ceux qui ne le seraient pas elle a donné aux habitants le moyen le plus sûr, le plus efficace de se soustraire à l'épidémie; mais encore elle a pu prescrire le système hygiénique le plus rationnel et le plus utile à suivre dans les villes atteintes.

Voilà, Monsieur le Ministre, un exemple assez frappant de l'importance de la classification des terrains d'une contrée, sous le rapport hygiénique. Qu'il me soit permis maintenant, de l'envisager sous le rapport géognostique, c'est-à-dire sous celui des matières éminemment utiles qu'elle peut faire découvrir, et de déduire brièvement les conséquences de ces découvertes.

Les économistes modernes sont à peu-près tous d'accord sur ce point, que ce n'est ni l'or ni l'argent, pas plus que les pierres précieuses et les diamants, qui fondent solidement la richesse d'un peuple, attendu que les frais d'exploitation absorbent en grande partie les bénéfices; aussi remarquons-t-on que les pays où ces matières abondent le plus, sont, généralement parlant, dans une pauvreté extrême, quoique quelques uns d'entre eux aient déployé, pendant quelques années, un luxe extraordinaire; mais qu'il est de certaines substances, telles que le *houille*, ou charbon de terre, l'*anthracite*, autre espèce de houille beaucoup meilleure que la première pour la métallurgie, le *sel gemme*, ou sel minéral, le *fer*, le *plomb*, le *cuivre*, le *zinc*, la *Pierre calcaire*, ou pierre à chaux, etc etc, bien plus faciles à exploiter, et dont la découverte peut changer totalement la face et les destinées d'un pays, en développant spontanément dans son sein des industries qui lui étaient inconnues, et en décuplant sa population dans une courte période d'années.

(La suite au prochain numéro.)

(1) En Géologie et en Minéralogie, le mot *roche* s'applique aux substances minérales considérées en masse — *Roches alumineuses, calcaires, argileuses, granitiques, etc*

NOUVELLES DIVERSES.

On écrit de Montpellier : « Une mine d'argent aurifère a été découverte dans le département de l'Hérault par M. de P... actuellement détenu à Aniane, et qui a été transféré, pour cause de santé, dans le midi de la maison centrale de Clairvaux.

« M. le préfet de l'Hérault a immédiatement nommé une commission scientifique, composée de MM. Bérat, Ma-vul de Serres, Chausselle, professeurs à la Faculté des sciences, assistés de MM. Leutheric et Parmentiers, conseillers municipaux de la ville de Montpellier.

« Les échantillons produits sont d'une extrême richesse et cette découverte promet de ne point être seulement une découverte scientifique, mais bien une source de richesse pour le département et pour la France. »

Voici une statistique intéressante de la population en France, au point de vue de la fortune. Ces chiffres sont extraits, en grande partie, du travail statistique officiel sur la propriété territoriale et sur ses revenus. Il y a, en France :

19,119,000 personnes végétant dans le dénuement, la misère ou la pauvreté :

5,750 000 personnes vivant dans une quasi pauvreté :

10,180 000 personnes vivant dans un état de gêne ou demi aisance ;

244.000 personnes vivant dans l'aisance, et

6,600 personnes vivant dans une grande aisance ou dans la richesse, et ayant pour le moins 10,000 francs de rente,

E. SUE.

PREFECTURE DE POLICE.

Pour la dernière fois on publie ci-après les deux articles de l'Edit du 1er mars 1844 pour qu'on n'en allegue point l'ignorance dans les cas de leur application.

Article 9. Toutes les personnes qui arriveront à cette ville, se présenteront immédiatement au bureau de Police, ou on leur donnera une papelette qui prouvera qu'elles se sont présentées et elles seront invitées par l'officier chargé de délivrer ces papelettes à lire les dispositions de Police qui pourront leur être nécessaires. Ces dispositions écrites seront affichées dans l'antichambre du bureau, qui est toujours ouverte au public.

Article 10. La personne qui ne se conformera aux dispositions qui précèdent sera passible d'une amende de 25 piastres ou d'une détention équivalente.

Montevideo, le 4 août de 1849.

AVIS DIVERS.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu à Montevideo, ou il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer à ses habitants qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le défunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.—Il se transportera aussi à domicile.

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missions, n° 118.

A VENDRE:

A TRES BON COMPTE

Sous carbonate de soude et blanc d'Espagne de 1^{ère} qualité, à l'usage de Messieurs les Pharmaciens, Peintres, fabricants de savon, de chandelles, etc. etc. S'adresser au bureau du journal.

Al público.

Por recomendacion de algunos patriotas se está preparando esmeradamente para el próximo 25 de Agosto la publicacion de la *Declaratoria de Independencia de la Banda Oriental del Rio de la Plata*, que sancionó en igual día del año 1825, en la villa de San Fernando de la Florida, la H. Sala de Representantes de la entonces Provincia Oriental.—Los Sres que gusten obtener ejemplares en genero de seda al color de su eleccion, adaptados á la forma de cuadro, se servirán ocurrir á la Libreria de Hernandez, dejando sus nombres, señas de habitacion y tela correspondiente de 3 vara, con anticipacion al día señalado: los demas se hallarán en papel en el mismo establecimiento.

Agosto 22.

El compositor.

A Vendre.

à très bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier blanc, Chloroforme, iode de Potassium, iode Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre, Sous-carbonate de soude pour les savonniers et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les peintres, Bandages pour cadets et enfants, Pessaires, Canules à injections en Caoutchouc, Biberons montés en pis de vache, Suspensoirs, etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convencion, n° 145 et 147, au détour de la pharmacie du Lion D'or.

AVIS.

Un jeune Français muni des meilleurs certificats et recommandable par sa moralité, a l'honneur de prévenir ses compatriotes; qu'il donnera, soit à domicile ou en particulier des leçons de français. Il s'offre en outre d'enseigner la lecture, l'écriture et les premiers éléments du calcul,

Montrichar.

RUE JUNCAL, N° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il a neufs, et blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure à simple et double détente.

De la place de la Matriz esquina du Cabil-do on voit l'enseigne

Le soussigné devant partir très prochainement pour Buenos-Ayres et pour l'Europe, prie les personnes qui seraient en compte ou affaires avec lui, de vouloir bien s'adresser à lui directement rue 25 de mayo n° 174.—Montevideo le 25 juillet 1849.

Valentin Gallino.

Nous invitons les personnes qui desireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PECHES CAPITAUX, à adresser sans retard leurs demandes à l'imprimerie du journal, où il n'en trouve que très peu d'exemplaires.

Se compra

Una casita chica ó un sitio. Ocurrase la a imprenta de este Diario.

LA CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE,

Premulguée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS rue Perez Castellanos n. 162.

A vendre

Un billar á un prix modéré, s'adresser rue de Zavala n. 93.

Nourrice.

Une jeune femme qui vient de perdre son enfant agé de quelques jours, desire rencontrer un nourrisson pour nourrir chez elle ou en ville, s'adresser rue de l'Uruguay n. 11.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser á M. Auguste, ancien cuisinier de l'hospital, rue de Buenos Ayres n. 215.

Il previent aussi qu'il a un depot de meubles á vendre.

Gants et Cravattes.

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai, n. 251, maison du consul italien.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 129 a l'honneur de prévenir les elegans de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravattes de satin, du dernier goüt qu'il vendra au plus juste prix.

Importante á todos.

Agua de Colonia y agua sedativa del Dr. Raspail, esencia de anís, ginebra, canela y clavel, tinta negra y azul muy fina, lacre punzo y negro de superior calidad, soda purgante y de refresco, esencia coronada y Gratia probatum, aceite de oso y de otras clases para el pelo de superior calidad, líquidos eficaces para curar los sabañones del Dr. A. Cooper, garantido, jabon vegetal para sacar manchas en paño cualquiera que sea, Elixir de Guillen, vino de zarza parilla del Dr. Albert. Todos esos renglones se encontrarán y otros muchos de la misma clase en la Drogueria del Aguila Dorada, calle del Sarandi n. 222.

Les ouvrages suivantes reliés ou broché sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux.—L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Heléne.

Le Sansonnet.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n. 162.